

16 MAI 2007

ARRETE PREFECTORAL
portant autorisation d'exploiter un centre de tri de déchets non dangereux
et de transit de déchets dangereux
sur le territoire de la commune d'ALBENS

Société ONYX Auvergne Rhône Alpes

LE PRÉFET DE LA SAVOIE
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L512.1 à L512.3, livre V, titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement) ;

VU le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret n° 2005-635 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 février 1996 antérieurement délivrés à la société POUGET pour l'établissement qu'elle exploitait sur le territoire de la commune d'Albens ;

VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 25 mars 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2004 portant mise en demeure à la société ONYX Auvergne Rhône Alpes de régulariser la situation administrative des installations qu'elle exploite sur son site d'Albens ;

VU l'arrêté préfectoral portant renouvellement pour le ramassage des huiles usagées dans le département de la Savoie en date du 12 mai 2005 ;

VU la demande présentée le 15 novembre 2005 par la société ONYX Auvergne Rhône Alpes dont le siège social est situé 235 cours Lafayette à 69006 LYON en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de transit et de tri de déchets à l'adresse suivante : lieu-dit "Les Coutres" rue Benoît Perret 73410 Albens ;

VU le dossier déposé à l'appui de la demande ;

VU la décision du président du tribunal administratif de Grenoble portant désignation du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 mars 2006 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 1 mois du 3 avril au 5 mai inclus ;

VU les arrêtés préfectoraux en date des 7 septembre, 7 décembre 2006 et 6 mars 2007 prorogeant les délais d'instruction de la demande ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis lors de l'instruction réglementaire ;

VU le rapport de synthèse en date du 23 mars 2007 de l'inspecteur des installations classées placé auprès du directeur régional de l'industrie et de la recherche et de l'environnement ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 3 avril 2007 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'établissement peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions techniques d'exploitation, telles qu'elles sont proposées dans le dossier de demande, ainsi que les dispositions constructives, sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et à limiter les inconvénients générés par l'établissement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'établissement vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, et la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de madame le secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1: DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1. Le présent arrêté annule et remplace les dispositions de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter une installation de tri de déchets sur le territoire de la commune d'Albens en date du 22 février 1996 susvisé.
2. La Société ONYX Auvergne Rhône Alpes, dénommée ci-après l'exploitant, est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de 73410 Albens, lieu-dit "Les Coutres" rue Benoît Perret, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté et reportées sur les plans figurant en annexe 1 bis. La surface totale des terrains affectés aux activités est de 32 984 m², répartie sur les parcelles n° 24, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32 de la section C « Les Coutres » et n° 119, 333, 334, 335, 336 section X « Les Mallets » du plan cadastral.

3. Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
4. Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
5. L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.
6. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
7. L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au préfet dans les délais et les modalités fixés par l'article 34.1 et suivants du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
La remise en état est effectuée dans les conditions de l'article L 512.17 du code susvisé.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 - Contrôles et analyses

Les contrôles, prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles est maintenu en état de bon fonctionnement.

Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes pris en application du livre V titre 1er du code de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

1.2 - Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

Les consignes prévues par le présent arrêté sont tenues à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

1.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. La dissimulation de l'installation est renforcée en limite Nord-Ouest par une haie paysagère de hautes tiges dans le prolongement de la haie existante. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

1.4 - Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

2 - BRUITS ET VIBRATIONS

2.1 - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

2.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.

2.3 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

2.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

3 - AIR

3.1 - Captage et épuration des rejets

- 3.1.1- Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Les installations, notamment celles de broyage du bois et la presse à ferraille, doivent, dans la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées ci-dessous.

Valeurs limites et conditions de rejet

Poussières :

- si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières ;
- si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm³ de poussières.

- 3.1.2 - Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations.

3.2 - Stockage

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans des espaces fermés à l'exception des alvéoles de travail extérieur.

3.3 - Prévention de la pollution atmosphérique

- 3.3.1 - Les installations sont conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère.

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.

- 3.3.2 - Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers potentiels pour la santé et la sécurité publique.

La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre les surpressions internes devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur fiabilité.

4 - EAU

4.1 - Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau ; notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

4.2 - Alimentation en eau

4.2.1 - Prélèvement

L'eau utilisée par l'établissement provient du réseau de la ville.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée au préalable à l'inspection des installations classées.

4.2.2 - Protection des eaux

Les ouvrages de raccordement sur le réseau public sont équipés de dispositifs de disconnexion.

4.2.3 - Dispositif de mesures

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

4.3 - Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents est établi et régulièrement mis à jour.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les égouts sont étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation permettent une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée, en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement effectués, selon une périodicité au minimum annuelle, donnent lieu à compte rendu écrit.

4.4 - Traitement des effluents liquides

4.4.1 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

4.4.2 - Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.

4.4.3 - Eaux résiduaires industrielles

L'activité du centre de tri ne met pas en œuvre d'eaux industrielles de process. Les seules eaux résiduaires industrielles, provenant de l'arrosage des sols et des installations, seront traitées avant rejet.

4.5 - Qualité des effluents

4.5.1 - Les effluents ne doivent pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet. Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

4.5.2 - Valeurs limite des rejets aqueux :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30°
- concentration en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/l
- concentration en matières en suspension (MES) inférieure à 35 mg/l

4.6 – Conditions de rejet

4.6.1 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.6.2 - Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits.

4.6.3 - Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

4.6.4 - Contrôles périodiques

L'exploitant fera réaliser des contrôles périodiques, dont un dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté selon les dispositions suivantes :

Paramètres	Fréquence de détermination
- pH - Concentration en : <ul style="list-style-type: none">• hydrocarbures• MES	Annuelle

Ces analyses seront réalisées sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant la période prise en compte.

Le compte-rendu de ces analyses sera adressé à l'inspecteur des installations classées dès qu'il sera en la possession de l'exploitant.

Le coût de ces mesures, contrôles et analyses sera supporté par l'exploitant.

4.6.5 - Contrôles exceptionnels

L'inspecteur des installations classées, pourra procéder, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et les eaux réceptrices et à leur analyse par un laboratoire agréé. Le coût de ces analyses sera supporté par l'exploitant. Le nombre de contrôles à sa charge sera toutefois limité à deux par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

4.7 - Prévention des pollutions accidentelles

4.7.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations, pour qu'il ne puisse y avoir en cas

d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et quantités émises, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur l'environnement.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront confinées sur les aires étanches d'une surface de 6000 m², par la mise en œuvre d'une vanne sur chaque exutoire des eaux pluviales. Les eaux recueillies sont traitées conformément aux dispositions du paragraphe 4.4 de l'article 2 ci-dessus.

4.7.2 - Stockage

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol, que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

4.8 - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution. Ces renseignements concernent notamment la toxicité et les effets des produits rejetés.

5 - DÉCHETS

5.1 - Dispositions générales

5.1.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise. A cette fin, il se doit successivement de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans des installations techniquement adaptées et réglementairement autorisées.

Tous les déchets dangereux, générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant. Pour chaque déchet dangereux, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet dangereux, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets dangereux renseignés par les centres éliminateurs.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement,...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

5.1.2 - Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

5.2 - Récupération – Recyclage - Valorisation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

5.3 - Stockages

5.3.1 - Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté,
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois),
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées,
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

5.3.2 - Stockage en emballages

Pour les déchets dangereux, l'emballage porte systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

5.4 - Élimination des déchets

5.4.1 - Principes généraux

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

5.4.2 - Filières d'élimination

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés est assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination.

Les dispositions mises en place par l'exploitant pour l'élimination des déchets respectent les prescriptions du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets.

Les filières d'élimination des différents déchets générés sont fixées en annexe 3.

L'exploitant justifiera le caractère ultime au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

5.4.3 - Les déchets qui font l'objet d'une réglementation spécifique (huile usagée, piles et accumulateurs), doivent être stockés et remis à des collecteurs ou éliminateurs dûment autorisés et/ou agréés, pour être traités conformément à la réglementation en vigueur.

- 5.4.4 - Pour les déchets dangereux, un registre prévu à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets est tenu conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005.

6 - SECURITE

6.1 - Dispositions générales

6.1.1 - Contrôle de l'accès

Des dispositions matérielles et organisationnelles telles que clôture, fermeture à clef, gardiennage,... interdisent l'accès libre aux installations ainsi qu'à tout stockage de produits ou matériaux dangereux, toxiques ou susceptibles de créer une pollution des eaux, notamment en dehors des heures de travail.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de survenance d'un incident ou d'un accident.

6.1.2 - Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphère explosible ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Zone de risque d'atmosphère explosive

Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Elles comprennent les zones de type 0, 20, 1, 21, 2 et 22 telles que définies par la directive ATEX n° 94/9/CE transposée en droit français par le décret n° 96-1010.

Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

Surveillance et détection dans les zones de sécurité

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.
La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection.

6.1.3 - Conception des bâtiments et des installations

Les bâtiments et locaux abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits manipulés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts incombustibles,
- couverture incombustible.

Conception particulière aux bâtiments inclus dans les zones de sécurité :

- Dégagements

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

- Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

- Désenfumage

Les structures fermées sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours.

L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir se faire, pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

Poussières inflammables

L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet.

Comportement au feu des structures métalliques :

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

6.2 - Conception des installations

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

Equipements abandonnés :

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans l'établissement. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

Les bâtiments ou installations désaffectés sont également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités.

6.2.1 - Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

6.2.2 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur, dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

6.2.3 - Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation :

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;
- utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).

6.2.4 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

6.2.5 - Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger devront être munies de systèmes de détection et d'alarmes adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel.

Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité

Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite.

6.3 – Exploitation

6.3.1 - Réserves de sécurité

L'établissement disposera de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, filtre à manche, produits absorbants, produits de neutralisation.

6.3.2 - Utilités

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

6.3.3 - Consignes d'exploitation et procédures

Les consignes d'exploitation des unités, stockages et/ou équipements divers constituant un risque pour la sécurité publique seront obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés.

6.3.4 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes écrites, sont établies, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes spécifient notamment :

- les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.
- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance ;

- les modalités d'intervention en cas de situations anormales ou accidentelles.
- L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

L'exploitant tient à jour un schéma des installations faisant apparaître les caractéristiques des stockages et des ateliers.

6.3.5 - Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable, toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

Tous travaux d'extension, modification, ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.

6.3.6 - Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

6.4 - Moyens d'intervention

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent notamment de :

- 2 poteaux incendie publics situés à 200 m du site délivrant un débit de 60 m³/h.
- La réalisation sur le site de l'entreprise d'une réserve d'eau de 300 m³ aménagée pour la mise en aspiration des engins d'incendie. Cet aménagement sera protégé par un mur coupe feu.
- Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
- Une réserve de sable sec et meuble en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres et des pelles.
- Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
- Des plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

*recevoir
au niveau
du local*

6.5 - Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

6.6 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation doit notamment comporter :

- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des installations en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

La formation reçue (cours, stage, exercices,...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.

ARTICLE 3: PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CENTRE DE TRI DE DECHETS NON DANGEREUX

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1- Le centre de tri fonctionne de 7 h 00 à 20 h 00 du lundi au samedi matin. La réception des déchets amenés par des apporteurs extérieurs, se fera de 8 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 30 du lundi au vendredi. L'accès des installations de tri est unique et réalisé de prime abord par le poste de pesage.

1.2- L'exploitant est toujours en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit :

- par les bons de réception ou le bordereau de suivi de déchets dangereux
- par le contrat passé avec une collectivité dans le cas d'ordures ménagères régulièrement collectées.

1.3- Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule d'une capacité de 50 tonnes agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique. La capacité journalière de transit de l'installation sera au moins égale au double du tonnage journalier maximal de résidus susceptibles d'être apportés en exploitation normale.

1.4- Les opérations de tri, conditionnement des déchets en vue d'une valorisation ultérieure doivent se faire prioritairement dans des bâtiments couverts. Les opérations de réception doivent se faire sur les aires réservées à cet effet.

1.5- Par grands types de déchets (métaux, bois, papier, carton, huile, etc..), un bilan annuel précisant le taux et les modalités de valorisation est effectué et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.6- L'établissement est tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

1.7- Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le dépôt ne doit pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois). Les voies de circulation sont dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

1.8- Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets et des produits valorisables doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement.

1.9- Les surfaces de réception en contact avec les déchets ou les produits à valoriser doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

1.10- Tout dégagement d'odeurs devra être immédiatement combattu par des moyens efficaces.

1.11- Pour être à même d'effectuer les opérations de tri, l'établissement dispose au minimum des moyens suivants :

- ♦ 1 aire couverte de réception des déchets non triés,
- ♦ 1 pont bascule,
- ♦ 1 ligne de tri,
- ♦ 1 broyeur papier,
- ♦ 1 broyeur bois,
- ♦ des aires de stockage, destinées aux déchets triés, d'une surface suffisante pour accueillir les volumes mentionnés au point 5.3 ci-dessous.

2 - PROVENANCE DES DECHETS

2.1- Origine géographique

Le centre de tri traite prioritairement les déchets provenant de Savoie et Haute Savoie et ce en respectant les orientations fixées par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Ponctuellement des déchets en provenance des autres départements limitrophes de la Savoie (Ain, Isère) pourront être admis.

2.2- Provenance

- déchets issus de déchetteries,
- déchets industriels non dangereux,
- produits issus de collecte sélective auprès des ménages,
- matériaux issus de la démolition,

3 - DECHETS ADMISSIBLES ET CONDITIONS D'ACCEPTATION

3.1 - Seuls peuvent être acceptés sur le centre de tri, les déchets suivants :

- vieux papiers et plastiques brut,
- métaux bruts,
- déchets non dangereux en mélange
- huiles usagées,
- pneumatiques,
- verres,
- bois,
- déchets verts,
- déchets fermentescibles,
- gravats.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

3.2 - Est interdite la réception des déchets suivants :

- les ordures ménagères brutes,
- les déchets radioactifs,
- tout déchet présentant les caractéristiques suivantes : explosifs, inflammables, radioactifs (au sens du décret 66-450 du 20 juin 1966 modifié), non pelatable, pulvérulents non préalablement conditionné en vue de prévenir une dispersion,
- les cadavres d'animaux,
- les déchets de soins à risques infectieux,
- les déchets dangereux,
- les déchets contenant de l'amiante libre,
- les déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie.

3.3 - Avant réception d'un déchet, un accord commercial doit préalablement définir le type de déchets livrés.

3.4 - Un contrôle visuel de la qualité des déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les conditions du paragraphe 3.1. ci-dessus. Les produits non conformes sont récupérés pour être retournés à leur producteur ou détruits dans une installation autorisée à cet effet.

3.5 - L'exploitant tient un registre des entrées qui contient les informations suivantes :

- la date de réception
- le nom du producteur
- la nature et la quantité des déchets reçus
- le code déchet
- l'identité du transporteur
- le numéro d'immatriculation du véhicule

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4 - CONDITIONS DE RECEPTION DES DECHETS

Aire d'attente des camions

4.1 - L'exploitant doit disposer d'une aire d'attente, à l'intérieur du site.

4.2 - Le sol de cette aire doit satisfaire au point 1.8. ci-dessus.

4.3 - En aucun cas les véhicules en attente de déchargement ne doivent stationner hors de l'établissement, ils ne doivent pas stationner sur des aires non étanches et non munies de rétention.

4.4 - Les bennes contenant des déchets seront stockées sur des aires étanches.

5 - STOCKAGES

5.1 - Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées. De plus, les stockages sont effectués de manière à ce que les voies et issues soient largement dégagées.

5.2 - Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

5.3 - En aucun cas, les capacités stockées ne doivent être supérieures aux volumes précisés ci-dessous.

Type de déchet	Capacités stockées
Vieux papiers et plastiques brut	50 m ³
Métaux bruts	1000 m ³
Déchets non dangereux en mélange	1500 m ³
Papiers cartons recyclés	13000 m ³
Plastiques recyclés	150 m ³
Métaux recyclés	3000 m ³
Huiles usagées	240 m ³
Pneumatiques	60 m ³
Verre	30 m ³
Gravats	60 m ³
Bois	300 m ³
Déchets verts	30 m ³
Déchets électroniques	50 m ³

Type de déchet	Capacités stockées
Déchets fermentescibles	30 m ³
Déchets dangereux	120 m ³

6 - RECEPTION ET TRAITEMENT DES DECHETS

6.1 - Aucun arrivage de déchets, par des apporteurs extérieurs, ne peut être réceptionné en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, 8h00 à 12h00 et 14h00 à 17h30 du lundi au vendredi.

6.2 - Les déchets ne peuvent être déposés, pour y être repris, que sur l'aire de réception mentionnée au paragraphe 1.9. ci-dessus. Cette aire est construite en matériaux susceptibles de résister aux chocs et son aménagement doit de plus satisfaire aux dispositions du paragraphe 1.8. ci-dessus.

6.3 - Hormis un stock tampon d'une capacité de 500 m³ et qui doit être trié dans un délai maximum de 24 heures ouvrables, sauf situation exceptionnelle que l'exploitant doit dûment justifier, tous les déchets réceptionnés doivent être triés en totalité le jour même.

6.4 - Les matériaux sont triés par filière dans la continuité de l'opération, c'est à dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

6.5 - En fin de semaine, lors de l'arrêt des installations, tous les déchets réceptionnés doivent avoir été traités.

6.6 - Les matériaux triés sont conditionnés de la façon suivante :

- ♦ métaux en bennes et conteneurs
- ♦ verres en bennes
- ♦ papiers, cartons, plastiques en benne compacteur, balles compressées et boxes
- ♦ bois sur les aires réservées à cet effet en vrac et bennes
- ♦ Déchets dangereux en conteneurs étanches

6.7 - Les déchets fermentescibles ne transiteront pas plus de 48 heures sur le site. Ils seront systématiquement évacués le vendredi avant la fermeture du site à 17 h 30.

7 - EVACUATION DES REFUS DE TRI ET DES MATERIAUX VALORISABLES

7.1 - Evacuation des matériaux valorisables

A l'issue du tri, les matériaux valorisables doivent être traités dans des installations autorisées ou déclarées au titre des installations classées.

7.2 - Evacuation des refus de tri

Les déchets non valorisables résultant du tri sont éliminés dans des installations autorisées au titre des installations classées.

7.3 - Registre des sorties

L'exploitant tient un registre des sorties qui contient les informations suivantes :

- ♦ la date de sortie,
- ♦ le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination,

- ♦ la nature et la quantité du chargement,
- ♦ l'identité du transporteur,
- ♦ le numéro d'immatriculation du véhicule.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.4 - L'exploitant doit établir mensuellement une synthèse des quantités de déchets valorisés par filière de valorisation. Cette synthèse est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8 - TRANSPORT

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet.

9 - AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DU DEPOT

9.1- POLLUTION DES EAUX

Les zones de stockage et d'évolution des engins sont imperméabilisées. Les eaux polluées recueillies sont traitées avant rejet conformément au § 4 de l'article 2.

Toutes dispositions sont prises pour recueillir avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides susceptibles de s'écouler sur le sol.

Les huiles et autres hydrocarbures sont collectés dans des récipients étanches, clos et mis sous abris. L'aire de réception des récipients fait cuvette de rétention.

9.2 - EMBLACEMENT SPECIAL

Un emplacement spécial imperméabilisé est réservé au traitement :

- ♦ des objets suspects et volumes creux non aisément identifiables, ne présentant pas de dispositif d'ouverture manuelle,
- ♦ des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture, ainsi que les tubes de forme diverse pouvant contenir des produits dangereux.

9.3 - DEPOT DE STERILES ET PNEUMATIQUES

Concernant les déchets d'activités spécifiques comme ceux provenant de l'industrie textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, la quantité stockée est limitée à 30 m³ (1 benne).

Le dépôt de pneumatiques et autres objets est limité à 60 m³ et d'une façon temporaire dans 2 bennes éloignées l'une de l'autre.

Une voie de circulation d'une largeur minimale de 6 mètres est prévue autour du dépôt. Le brûlage à l'air libre de ces déchets est interdit.

9.4 - EXPLOSIFS – MUNITIONS – MATERIEL DE GUERRE

Il est interdit d'entreposer dans l'établissement des explosifs, des munitions, tous engins ou parties d'engins et matériel de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il est découvert des explosifs, des munitions, tous engins ou parties d'engins et matériel de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il est fait appel sans délai aux services de police ou de gendarmerie dont

l'adresse et le numéro de téléphone sont affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

9.5 - OPERATION DE DECOUPAGE AU CHALUMEAU

Les opérations de découpage au chalumeau doivent être effectuées au moins à 8 mètres des dépôts de matières combustibles, ainsi que du dépôt de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables.

9.6 - FUTS

Seuls les fûts propres ou ayant contenu des produits non toxiques sont admis sur le site.

9.7 - REFRIGERATEURS ET AUTRES APPAREILS CONTENANT DES C.F.C.

Ces appareils contenant des C.F.C. (Chloro-Fluoro-Carbures), ne peuvent être comprimés et découpés que s'ils ont fait au préalable l'objet d'un traitement spécifique ayant eu pour but la récupération des C.F.C. Dans le cas contraire, ils sont adressés dans une unité de traitement pour la récupération du C.F.C.

9.8 - ACCUMULATEURS – BATTERIES

Ces équipements sont entreposés dans une benne étanche. L'élimination de ces déchets (accumulateurs, batteries, effluents...) doit être conforme aux prescriptions de l'article 2 paragraphe 5. La récupération de plomb est interdite.

9.9 - EXPLOSIONS

Pour éviter les explosions, les précautions suivantes sont prises :

- ♦ chaque réservoir individuel ou enceinte close suspectes (bouteille de gaz, réservoir de G.P.L. ...) arrivant sur le site, est stocké sur une aire de déchargement unique et délimitée à cet effet.
- ♦ Le percement des réservoirs ou enceintes closes suspectes est fait sur une zone de l'aire de déchargement. Cette opération est faite manuellement ou mécaniquement pour mettre en évidence la non-présence d'un quelconque liquide ; dans le cas contraire, le percement est renouvelé afin de permettre l'évacuation complète du liquide et sa récupération.
- ♦ Après percement, les réservoirs sont stockés sur l'aire de déchargement dans une position aussi horizontale que possible afin que les hydrocarbures éventuellement contenus s'écoule librement : le stockage se fait le réservoir en bas.
- ♦ Après un stockage d'une durée minimale de 2 heures, l'objet peut être soit repris pour un stockage, soit dirigé vers la ligne de compression pour être traité.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION DE TRANSIT DES DECHETS DANGEREUX

1 - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1-** La réception des déchets dangereux se fera de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 du lundi au vendredi. Le contrôle quantitatif des réceptions et expéditions des déchets dangereux doit être effectué par un pont bascule.

- 1.2-** L'exploitant est toujours en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit par les bons de réception ou le bordereau de suivi de déchets dangereux.
- 1.3-** Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule d'une capacité de 50 tonnes agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique. La capacité journalière de transit de l'installation sera au moins égale au double du tonnage journalier maximal de résidus susceptibles d'être apportés en exploitation normale.
- 1.4-** Les déchets dangereux sont stockés dans un local dédié. Ce local est maintenu fermé à clé et est équipé d'un système d'alarme anti-intrusions. Son accès est réservé aux personnes autorisées.
- 1.5-** Les déchets dangereux sont entreposés dans leur emballage d'origine d'un volume inférieur ou égal à 1000 l sur des rétentions conformes aux prescriptions du paragraphe 4.7.2. de l'article 2 ci-dessus. Ils ne font l'objet d'aucun transvasement ou mélange. Les déchets incompatibles seront séparés.
- 1.6-** Les emballages sont étiquetés de manière à identifier formellement le produit contenu.
- 1.7-** Les aérosols sont stockés à part dans des conteneurs fermés.
- 1.8-** Les locaux sont maintenus propres. Les sols des aires de stockage sont étanches, incombustibles et équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits accidentellement répandus et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Les eaux recueillies sont traitées conformément aux dispositions du paragraphe 4.4 de l'article 2 ci-dessus.

2 - ORIGINE DES DECHETS DANGEREUX

Le site traite prioritairement les déchets provenant de Savoie et Haute Savoie. Ponctuellement des déchets en provenance des autres départements limitrophes de la Savoie (Ain, Isère) pourront être admis.

3- DECHETS ADMISSIBLES ET CONDITIONS D'ACCEPTATION

3.1 - Seuls peuvent être acceptés, dans leur emballage d'origine, les déchets dangereux suivants :

- déchets issus des déchetteries
- déchets issus du commerce et de l'artisanat
- déchets industriels

3.2 - Est interdite la réception des déchets suivants :

- les ordures ménagères,
- les déchets radioactifs,
- les cadavres d'animaux,
- les déchets de soins à risques infectieux,
- les déchets d'amiante libre,
- les déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie.
- les déchets dangereux en vrac

- 3.3-** Avant réception d'un déchet, un accord commercial doit préalablement définir le type de déchet livré.
- 3.4-** Un contrôle visuel de la qualité des déchets reçus est réalisé afin de vérifier la conformité avec les paragraphes 1.3 et 3.1 ci-dessus. Les produits non-conformes sont récupérés pour être retournés à leur propriétaire.
- 3.5-** L'exploitant tient un registre conforme aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 susvisé.

4-CONDITIONS DE RECEPTION DES DECHETS

- 4.1-** L'exploitant doit disposer d'une aire de déchargement des véhicules à l'intérieur du bâtiment abritant le local de stockage des déchets dangereux.
- 4.2-** Le sol de cette aire doit satisfaire aux dispositions du point 1.8 ci-dessus.
- 4.3-** En aucun cas les véhicules en attente de déchargement ne doivent stationner hors de l'établissement, ils ne doivent pas stationner sur des aires non étanches et non munies de rétention.
- 4.4-** En aucun cas le volume de stockage de déchets dangereux doit être supérieur à 120 m³.
- 4.5-** En aucun cas les "big bag" et palettes filmées contenant des déchets de fibrociment ne seront ouverts sur le site.

5 – STOCKAGE

En aucun cas les capacités de stockage ne doivent être supérieures aux volumes précisés ci-dessous.

Type de déchet	Capacités stockées
Déchets liquides ou pâteux	20 m ³
Déchets de l'automobile liquides	14 m ³
Déchets solides	10 m ³
Déchets électriques (piles, ampoules, néons)	8 m ³
Produits phytosanitaires solides	64 m ³

6- RECEPTION ET EVACUATION DES DECHETS

- 6.1-** Aucun arrivage de déchet dangereux ne peut être accepté en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, 8h00 à 12h00 et 14h00 à 17h30 du lundi au vendredi.
- 6.2-** Les déchets dangereux ne peuvent être déposés et repris que sur l'aire de réception mentionnée au paragraphe 4.1 ci-dessus.
- 6.3-** La durée de stockage des déchets dangereux en transit ne sera en aucun supérieure à 90 jours.

- 6.4-** L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, en permanence, un état des stocks de déchets dangereux présents sur le site.

7- TRANSPORT

Le transport des déchets dangereux s'effectue dans des conditions conformes au règlement sur le transport des matières dangereuses.

ARTICLE 5 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A CERTAINES INSTALLATIONS

1 - COLLECTE ET STOCKAGES DES HUILES USAGEES

COLLECTE

La collecte des huiles usagées devra se faire conformément aux prescriptions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, modifié notamment par les décrets n° 89-648 du 31 août 1989 et 97-503 du 21 mai 1997.

RESERVOIRS

1.1 - Les réservoirs sont construits suivant la norme NF M88512.

Les réservoirs sont résistants, étanches, solidement amarrés et protégés contre les agressions extérieures du fait notamment des véhicules. Ils sont équipés d'un dispositif de mesure du niveau du liquide.

Les réservoirs sont installés dans une cuvette de rétention d'une capacité au moins égale à 50% de la capacité globale des réservoirs contenus.

Ils sont installés de manière à prévenir les risques de corrosion notamment au niveau des parties inférieures.

Les réservoirs sont aménagés et positionnés de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules.

Les matériaux constitutifs des réservoirs seront compatibles avec la nature des huiles qui y sont stockées, et leur forme permettra un nettoyage facile.

Chaque réservoir comporte un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu et un évent correctement dimensionné.

Les réservoirs sont reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

1.2- Des moyens physiques sont installés pour limiter les erreurs de manipulation (clapets anti-débordement).

1.3- Une réserve de produits absorbants avec une pelle de projection est disponible à tout moment à proximité du dépôt.

1.4- Des moyens de lutte contre l'incendie adaptés sont installés à demeure à proximité du dépôt.

EXPLOITATION

1.5- Réception

L'exploitant est en mesure de justifier l'origine, la nature, et les quantités d'huile qu'il reçoit.

Dans le cas des déchets conditionnés en fûts, les emballages sont identifiés par les seules indications concernant le produit contenu.

1.6- Chargement des cuves

Préalablement à toute opération de transvasement l'exploitant s'assure que :

- le lot est compatible avec le contenu de la cuve ;
- le transfert est mécaniquement possible et qu'il ne donne pas lieu à des écoulements.

1.7- Elimination

Les huiles usagées collectées sont éliminées dans des installations autorisées à cet effet.

L'exploitant prélève un échantillon avant toute expédition d'huiles usagées.

L'échantillon est conservé pendant un mois.

REGISTRE

Un registre prévu à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets est tenu conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005.

2 - INSTALLATION DE REMPLISSAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

L'installation de remplissage de carburant doit répondre aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté du 7 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 : liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution).

En particulier, l'installation de distribution de carburant doit répondre aux dispositions suivantes :

2.1. Accès

Dans tous les cas, un accès aisé pour les véhicules d'intervention doit être prévu.

Sauf dans le cas d'une installation de remplissage dotée de dispositifs rendant impossible l'utilisation des appareils de remplissage à des personnes non-autorisées, l'accès à l'installation de remplissage est fermé par une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres.

2.2. Appareils de distribution

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

2.3. Les flexibles

Les flexibles de distribution ou de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.

Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié doit empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible doit être changé après toute dégradation.

2.4. Dispositifs de sécurité

Toute opération de distribution ou de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

2.5. Réservoirs et canalisations

Les réservoirs de liquides inflammables associés aux appareils de distribution, qu'ils soient classés ou non, seront installés et exploités conformément aux règles applicables aux dépôts classés.

2.7. Stockages enterrés

Les réservoirs enterrés et les canalisations enterrées associées sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

2.8. Réseau de collecte

Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique (cf. paragraphe 5.10.). Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution.

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution ou de façon à ce qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.

ARTICLE 6 : AGREMENT DES INSTALLATIONS DE VALORISATION DE DECHETS D'EMBALLAGES

Le présent arrêté vaut agrément au titre du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 dans les conditions suivantes :

1 - NATURE DES EMBALLAGES ET VALORISATION

NATURE DES EMBALLAGES	QUANTITE En tonnes / mois	TYPE DE VALORISATION
Papiers – cartons	1800 t	Papeteries et incinération
Plastiques	300 t	Recyclage et incinération
Métaux	400 t	Aciéries
Bois	2500 t	Recyclage ou incinération
Verres	2000 t	Recyclage

2 - OBJECTIF DE VALORISATION

L'objectif de valorisation est fixé à 60% en poids.

3 - CONTRATS

3.1 - Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit est passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser le présent agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

3.2 - Dans le cas où la valorisation nécessiterait une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 3.1. ci-dessus. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge.

Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce ou courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

4 - DOCUMENTS A TENIR A DISPOSITION

Pendant une période de cinq ans, sont tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballage, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des demandeurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités d'élimination (nature des valorisations opérées, proportions éventuelles de déchets non valorisables et leur mode de traitement),
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage,
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

ARTICLE 7 : ANNULATION ET DÉCHÉANCE

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions techniques supra ainsi que des prescriptions nouvelles susceptibles d'être édictées par l'administration en tant que de besoin, conformément à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 8 : TRANSFERT DES INSTALLATIONS CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert des installations visées à l'article 1er sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant le successeur doit en faire la déclaration au Préfet du département de la Savoie dans le mois de la prise de possession.

ARTICLE 9 : CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des dispositions des l'articles 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié susvisé, la réhabilitation du site prévue à l'article 34-3 de ce même décret est effectuée en vue de permettre un usage industriel.

ARTICLE 10 : CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du code du travail et textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et notamment celles précisées par le décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques.

ARTICLE 11 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 12 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

La présente décision pourra être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble par le titulaire de l'autorisation dans un délai de deux mois.

Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511.1, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, dans les conditions de l'article L 514.6. La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 13 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié l'exploitant.

Un extrait de cet arrêté comportant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement est affiché de façon visible, en permanence, dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de la commune sur le territoire duquel est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées est publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département ou tous les départements intéressés.

ARTICLE 14 : EXÉCUTION

Madame le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- monsieur le maire d'Albens.
- monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.